

<https://ecoleetsociete.se-uns.org/8-mars-2019-la-France-au-12e-rang-mondial-pour-l-egalite-femmes-hommes>



École & société

8 mars 2019 : la France au 12e rang mondial pour l'égalité femmes-hommes

- Société - Égalité femmes-hommes -

Date de mise en ligne : mercredi 6 mars 2019

Copyright © ÉCOLE ET SOCIÉTÉ - Tous droits réservés

Depuis 2006, le Forum économique mondial publie le « rapport mondial sur la parité entre hommes et femmes » qui analyse quatre critères globaux : participation et opportunités économiques, opportunités éducatives, santé et survie, et pouvoir politique.

Cette enquête a étudié la situation de 149 pays, et les a classés en fonction de leur performance globale, en agglomérant les quatre critères. Toutefois, de nombreux pays parmi les plus oppressifs de la planète n'ont pas été étudiés : Afghanistan, Corée du Nord, ou de nombreux pays africains comme le Soudan ou la Somalie.

L'un des constats les plus forts de ce rapport est sans doute l'inégalité qui persiste aujourd'hui entre les femmes et les hommes. Sur les 149 pays étudiés, la performance globale moyenne en termes d'égalité femmes-hommes se situe à peine à 68%. Cela signifie que sur une échelle où 0 représenterait l'inégalité totale et 100 l'égalité parfaite entre les femmes et les hommes, l'ensemble des pays étudiés ne se situe en moyenne qu'à 68%.

Si les critères « santé et survie » et « opportunités éducatives » sont relativement encourageants (95 et 96% respectivement) l'écart entre les femmes et les hommes est encore extrêmement fort dans les domaines économiques (59% seulement) et plus encore politique (22%).

En matière d'égalité femmes-hommes, les dix pays les plus avancés sur cette question sont l'Islande, la Norvège, la Suède, la Finlande, le Nicaragua, le Rwanda, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, l'Irlande et la Namibie.

Et la France dans tout ça ?

Sur la question de la parité femmes-hommes, la France se retrouve à la 12e place, notamment en raison de sa place peu enviable sur la question de l'égalité des salaires à poste égal, où elle est située à la 133e place. Mais aussi une intégration économique des femmes plutôt moyenne, comparée à d'autres pays de même niveau de développement : à peine 33% des postes d'exécutifs et de managers sont occupés par des femmes. Et même si on trouve 39% de femmes à l'Assemblée nationale, aucune femme n'a été présidente de la République et seulement deux ont été respectivement Première ministre et ministre de l'Éducation nationale.

Le 8 mars, journée internationale des droits des femmes, est l'occasion de réaffirmer ce combat.

L'Unsa est signataire d'une déclaration intersyndicale pour interpellier le gouvernement autour de différentes urgences en matière d'égalité femmes-hommes : assurer une égalité salariale, lutter contre la précarité et revaloriser les métiers à prédominance féminine, promouvoir une parentalité partagée et lutter contre les violences sexistes et sexuelles.

Lire le communiqué de presse :

<https://www.unsa.org/Communique-intersyndical-CFE-CGC-CFTC-CGT-FO-FSU-Solidaires-UNSA-L-egalite.html>